



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERREAL

Rue Léon Saccard
71150 Chagny

Références : AV/MV/2024/C_102
Code AIOT : 0005401426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement TERREAL implanté Rue Léon Saccard 71150 Chagny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre :

- du récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2023 relatif à la sécheresse et aux restrictions d'eau du canal imposées par VNF ;
- et les suites de l'inspection réalisée en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL
- Rue Léon Saccard 71150 Chagny

- Code AIOT : 0005401426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 18 octobre 1991, la société TERREAL (ex-société Lambert) est autorisée à exploiter une usine de fabrication de tuiles sur la commune de Chagny en centre-ville.

En 2010, la société TERREAL a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter suite à une réduction et une régularisation des activités du site.

Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 novembre 2010 a permis de mettre à jour certaines prescriptions suite à ce nouveau mode de fonctionnement.

Suite à la visite d'inspection de 2022, un arrêté préfectoral complémentaire relatif à la sécheresse et aux restrictions d'eau du canal imposée par VNF a été signé le 12 janvier 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Procédure sécheresse	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Sécheresse - Adaptation des prescriptions	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 6.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 7	/	Demande d'action corrective	6 mois
4	Contrôles des rejets d'eaux du site	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.6 et 3.3.7	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	VLE rejets eau paramètres	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Etude technico-	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010,	Susceptible de suites	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	économique	article 3.3.6		l'exploitant	
8	Valeurs d'urgences et niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 5.4 et 5.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

4 non-conformités ont été relevées lors de la visite portant sur :

- l'absence de dossier spécifique au respect des dispositions présentées au sein des trois tableaux de l'APC du 12/01/2023 (articles 4.1, 5.1 et 6.1) ;
- l'absence de programme renforcé d'autosurveillance (prélèvement et rejets) lors des périodes de restriction (sécheresse ou canal) ;
- l'absence de remise de l'étude demandée par l'APC du 12/01/2023 (diagnostic et étude technico-économique) ;
- le non-respect de la valeur limite pour le paramètre MEST sur les points de rejets R13 et R15.

Plusieurs demandes de compléments sont formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée :
Documents tenus à la disposition de l'inspection
Avant le 31 décembre 2022, l'exploitant élabore une procédure «sécheresse», tenue à la

disposition de l'inspection des installations classées et dans laquelle il explicite les différentes mesures mises en place (complétant celles définies au travers du présent arrêté), pour réduire les prélèvements et la consommation d'eau ainsi que pour limiter les rejets polluants et pour renforcer leur surveillance, et ce, à chaque niveau de restriction des usages de l'eau.

Par ailleurs, l'exploitant tient à jour un dossier justifiant du respect des dispositions présentées au sein des trois tableaux suivants du présent arrêté (articles 4.1, 5.1 et 6.1). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis le 2 janvier 2023 la procédure «sécheresse» demandée.

Constat 01-04062024-CHY1: demande de complément : la procédure devra être complétée avec une partie spécifique aux périodes de restriction imposées par VNF qui peuvent ne pas correspondre aux périodes de restriction des usages de l'eau du département. De plus, l'exploitant n'a pas présenté dans cette procédure de mesures mises en place autres que celle indiquée dans l'arrêté.

Constat 02-04062024-CHY1 : non-conformité : à ce jour, l'exploitant ne tient pas à jour de dossier spécifique au respect des dispositions présentées au sein des trois tableaux suivants du présent arrêté (articles 4.1, 5.1 et 6.1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place le dossier demandé.

L'exploitant mettra à jour la procédure « sécheresse » et la transmettra à l'inspection dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Sécheresse - Adaptation des prescriptions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Prescription contrôlée :

Adaptation des prescriptions sur l'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau en cas de sécheresse et/ou de restriction imposée par VNF sur le Canal du Centre

Disposition à prendre selon le niveau de restriction		
	Vigilance	Alerte - Alerte renforcée - Crise
Autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements		L'exploitant met en place un programme renforcé

d'eau		d'autosurveillance en matière de périodicité et de valeurs limites. Ce renforcement peut être adapté en fonction des paramètres et de leur représentativité au regard de leur impact sur le milieu.
Constats : Constat 03-04062024-CHY: non-conformité : l'exploitant n'a pas encore défini de programme renforcé d'autosurveillance (prélèvements et rejets). Il ne doit pas attendre la mise à jour des prescriptions relatives aux rejets aqueux suite à RSDE pour proposer une surveillance renforcée.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 3 : Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place : <ul style="list-style-type: none"> - un retour d'expérience au vu des épisodes de sécheresse des années 2018 à 2022; - un diagnostic détaillé des consommations d'eau des procédés industriels et des autres usages sur le site (usages domestiques, arrosages, lavages...); - une étude technico-économique sur les solutions possibles de réduction des prélèvements d'eau dans le milieu naturel ou sur le réseau de distribution et/ou des rejets aqueux dans le milieu naturel ou en station d'épuration externe. Ces réductions peuvent être pérennes ou temporaire lors des épisodes de sécheresse, avec graduation en fonction du niveau d'alerte. Le diagnostic ci-dessus comprend: <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment: type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la masse d'eau concernée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage; - les quantités d'eau indispensables aux procédés industriels; - les quantités d'eau nécessaires aux procédés industriels, mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension; - les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des procédés industriels et parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques; - les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise; - toutes dispositions supplémentaires temporairement applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique. L'étude technico-économique étudie: <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'actions d'économie d'eau, notamment par la suppression des pertes dans les

circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par le recyclage de l'eau, par la modification de certains modes opératoires ou encore par la réduction des activités; doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique (y compris des limitations impliquant une baisse notable de la production);

- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit du milieu récepteur;

- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau.

L'étude comprendra un bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...

Ces actions de gestion des prélèvements d'eau et des rejets aqueux sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique.

Ces diagnostics et études technico-économiques sont réalisées et transmis dans un délai de 6 mois, à l'inspection des installations classées.

Constats :

Depuis la signature de l'arrêté complémentaire, l'exploitant a transmis conformément à l'article 4.1 un historique des consommations.

Lors de l'inspection, l'exploitant présente une version provisoire des études demandées. Il mène actuellement des réflexions concernant la possibilité de réduire le plus gros poste consommateur d'eau potable du site (groupe gel). Il attend d'avoir plus d'éléments chiffrés sur la ou les solutions pour finaliser son étude.

Concernant le point sur le retour d'expérience au vu des périodes de sécheresse 2018 à 2022 (à noter que l'année 2023 n'a pas connu de période autre que vigilance pour le bassin de la Dheune), l'exploitant n'a pas encore réalisé le retour d'expérience demandé.

L'inspection rappelle que l'exploitant devra bien transmettre dans l'étude l'ensemble des points de l'article 7 :

- le retour d'expérience au vu des épisodes de sécheresse des années 2018 à 2022 ;
- le diagnostic détaillé des consommations d'eau des procédés industriels et des autres usages sur le site (usages domestiques, arrosages, lavages...) dont les attentes sont présentées dans l'article 7 ;
- une étude technico-économique sur les solutions possibles de réduction des prélèvements d'eau dans le milieu naturel ou sur le réseau de distribution et/ou des rejets aqueux dans le milieu naturel ou en station d'épuration externe. Ces réductions peuvent être pérennes ou temporaires lors des épisodes de sécheresse, avec graduation en fonction du niveau d'alerte dont les attentes sont présentées dans l'article 7 également.

Constat 04-04062024-CHY1 : non-conformité : l'exploitant n'a pas remis l'étude demandée dans les 6 mois suite à la signature de l'APC.

L'exploitant ayant démontré qu'il avait avancé sur le sujet (diagnostic et étude technico-économique), il n'est pas pour le moment proposé de suites administratives. L'exploitant indique une remise de l'étude demandée pour la fin d'année 2024. Dans le cas où l'engagement de

l'exploitant ne serait pas respecté ou un report ne serait pas demandé et justifié, le constat pourra être requalifié et une mise en demeure pourra être proposée à M. le préfet de Saône-et-Loire.

Constat 05-04062024-CHY1 : demande de complément : l'exploitant transmettra avant le 31 décembre 2024 l'étude demandée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Contrôles des rejets d'eaux du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.6 et 3.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

3.3.6 Valeurs limites des rejets

Les rejets R3, R5, R13 et R15 (réseau d'eaux usées communal puis station d'épuration communale) doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentrations limites (en mg/l)
DCO	500
DBO5	500
MEST	50
Hydrocarbures totaux	5
AOX	0,1
Pb	0,3
Zn	2
Cd	0,07

[...]

3.3.7 Contrôles

L'exploitant fait réaliser, au niveau des points de rejets de son site, des mesures de la qualité des eaux. Ces analyses, à effectuer trimestriellement et sur une durée de 24h, doivent permettre de vérifier le respect des valeurs limites indiquées ci-avant.

Constats :

L'exploitant fait bien réaliser des analyses trimestriellement. Il a communiqué les rapports réalisés

par l'APAVE pour l'année 2023 et présenté un tableau de synthèse du suivi sur les dernières années.

Les points contrôlés sont R3, R5, R13 et R15.

Lors de l'inspection de 2021, il a été constaté l'absence de contrôle au point R5 qui récupère principalement les eaux de pluie de toiture de l'après-pâtère. L'exploitant indique qu'il est régulièrement à sec.

Des analyses ont pu être réalisées au 3ème et 4ème trimestre 2022 mais aucune analyse n'a pu être réalisée en 2023. Une analyse a pu être réalisée au 1er trimestre 2024.

Les paramètres recherchés en 2023 sont :

- pH
- MEST
- DBO5
- Indice ST-DCO
- Nitrate
- Nitrite
- NTK
- Azote global
- Phosphore
- Indice phénol
- Cyanures totaux
- Métaux totaux : Chrome 6, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Fe, Cd, Hg, As , Al
- AOX
- Hydrocarbures totaux (C5-C9) et (C10-C40)
- Fluorures

Les paramètres recherchés permettent à l'exploitant d'acquérir de la donnée pour le «positionnement RSDE» demandés par l'inspection (cf. point de contrôle n°5).

Constat 06-04062024-CHY1 : non-conformité : des dépassements réguliers de la VLE sont constatés pour le paramètre MEST sur les points R13 (ensemble de l'année 2022, 2023 et 1er trimestre 2024) et R15 (2ème, 3ème et 4ème trimestre 2022, 1er, 2ème et 4ème trimestre 2023) et des dépassements ponctuels sur les paramètres :

- AOX : point R15 au 4ème trimestre 2022
- DCO : point R15 : 1er et 2ème trimestre 2023

A noter que l'exploitant fait réaliser une fois par an l'analyse des eaux des fours (rejet R4, avant rejet dans le réseau d'eaux usées communal) en juin ou juillet. La dernière analyse date du 06 juillet 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place une action corrective pour réduire les concentrations en MEST des eaux rejetées et il indiquera pour les dépassements ponctuels s'il a identifié des causes et mis en place des actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : VLE rejets eau paramètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.</p> <p>1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5) 2 - Azote et phosphore 3 - Substances caractéristiques des activités industrielles 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p>
Constats : <p>Rappel du constat de la visite de 2022 : Jusqu'au premier trimestre 2021, l'exploitant a suivi les paramètres suivants issus de l'article 3.3.6 de l'AP de 2010 : DBO5, DCO, MEST, HCT, AOX, Plomb, Zinc et Cadmium ainsi que les paramètres : Manganèse, Cuivre, Chrome, Nickel, Arsenic et métaux totaux.</p> <p>Depuis 2020, une étude est en cours pour repositionner le site vis-à-vis des rejets aqueux dans le cadre de l'arrêté "RSDE" du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Depuis le deuxième trimestre 2021, l'exploitant fait réaliser en plus des paramètres indiqués précédemment la surveillance des paramètres suivants :</p> <p>Nitrate Nitrite NTK Azote global Phosphore Indice phenol Cyanures totaux Métaux totaux : Chrome 6, Sn, Fe, Hg, As , Al Fluorures</p> <p>Constat 6-07062022 : Demande de complément : l'exploitant devra compléter son positionnement (en concentration, flux et fréquence de surveillance) sur les paramètres listés</p>

dans l'article 33 de l'AM du 2 février 1998 en prenant en compte les estimations de débit qui ont été communiquées en début d'année 2022.

Constat 2024

L'exploitant a continué à analyser plus de paramètres pour élaborer son positionnement RSDE et il a pu obtenir des résultats sur le point de rejet R5. Il indique avoir récupéré les données de pluviométrie pouvant lui permettre de compléter son positionnement. Toutefois, il n'a pas finalisé son étude.

L'exploitant indique que son travail en interne n'est pas concluant et qu'il va solliciter à nouveau l'APAVE pour finaliser l'étude. Il prévoit une transmission pour la fin d'année 2024.

Il est rappelé que l'étude RSDE doit comprendre un argumentaire détaillé concernant l'absence de suivi de certains paramètres :

3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

L'absence de surveillance d'une ou plusieurs des substances de la famille 3 "Substances caractéristiques des activités industrielles" nécessite une justification par un argumentaire solide démontrant que l'activité du site ne peut pas rejeter la substance en question. Un argumentaire pertinent (vérifiable et contrôlable, basé sur une description objective et exhaustive du process) démontrant l'impossibilité d'émission d'une substance caractéristique pourrait être jugé recevable et ne pas nécessiter de mesures complémentaires.

Dans tous les cas un argumentaire basé sur une seule mesure ne peut être considéré comme suffisant pour permettre d'écarter le suivi de paramètres dits "Substances caractéristiques des activités industrielles" de la surveillance.

Pour ne pas suivre certains paramètres de la famille 4 "Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau", l'exploitant peut s'appuyer sur sa connaissance des matières premières (fiche de données de sécurité), de ses procédés, des modélisations et des mesures.

L'exploitant ayant démontré qu'il avance sur le sujet, il n'est pas pour le moment proposé de suites administratives. L'exploitant indique une remise de l'étude demandée pour la fin d'année 2024. Dans le cas où l'engagement de l'exploitant ne serait pas respecté ou un report ne serait pas demandé et justifié, le constat pourra être requalifié et une mise en demeure pourra être proposée à M. le préfet de Saône-et-Loire.

Constat 07-04062024-CHY1 : demande de complément : l'exploitant transmettra avant le 31 décembre 2024 l'étude RSDE demandée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Etude technico-économique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 3.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/06/2022

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Etude : l'exploitant est tenu d'effectuer une étude technico-économique sur les rejets d'eaux du site visant notamment à la déconnexion des eaux extérieures en amont de l'usine, à la séparation des réseaux d'eau sur le site (eaux pluviales/eaux usées) et au traitement des eaux de ruissellement, notamment en cas de forte précipitation. Cette étude doit être réalisée sous un délai de six mois.

Constats :**Rappel du constat de la visite de 2022 :**

Suite à la visite d'inspection du 15 février 2018 ayant conduit à la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL/BRENV/2018-93-1, et suite à la visite d'inspection du 3 octobre 2019 de récolement l'exploitant a produit :

- un plan de récolement du site de Chagny 1 (eaux)
- une étude technico-économique avec solutions et chiffrages
- les justificatifs de mise en place d'une vanne martelière au point R5 et la procédure associée au fonctionnement de cette vanne.

Un échéancier prévisionnel pour la conduite à terme de l'étude restait à fournir

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le coût financier de l'étude de 2020 semble sous-estimé par le bureau d'études car il n'aborde pas ou peu les difficultés techniques de la mise en place des solutions qui augmenteront le coût de leur réalisation.

Constat 7-07062022 : DEMANDE DE COMPLEMENT : l'exploitant transmettra un échéancier prévisionnel pour la mise en conformité du site suite à l'étude produite en janvier 2020 par SOCOTEC et transmise à l'inspection en avril 2020, sous un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de non-transmission des éléments demandés, des suites pourront être proposées au préfet de Saône-et-Loire.

Constat 2024

La mise en conformité du site suite à l'étude SOCOTEC porte sur la rétention et le confinement des eaux d'extinction incendie.

Suite à la visite d'inspection de 2022 et aux échanges avec l'inspection en 2023, l'exploitant a pris contact avec le SDIS71 qui a effectué une visite de l'établissement le 22 novembre 2023. Suite à cette visite, le SDIS71 a transmis un compte-rendu avec des demandes précises:

- nouvelle proposition de dimensionnement des besoins en eaux faisant apparaître les bureaux ;
- étude des flux thermiques des bâtiments production et stockage de terre ;
- étude hydraulique du gestionnaire du réseau d'eau potable ;
- une notice indiquant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par la réglementation en matière de défense incendie.

Suite à la visite de l'inspection en 2022, l'exploitant n'a toujours pas transmis l'échéancier prévisionnel pour la mise en conformité du site suite à l'étude produite en janvier 2020 par

SOCOTEC et transmise à l'inspection en avril 2020. Il indique attendre le résultat des tests de débit en fonctionnement simultané des 3 poteaux incendie concourant à la défense du site, demandé par le SDIS71, pour fournir l'échéancier. Ce test est prévu en semaine 26 (fin juin 2024) par la société AQUAREM.

L'exploitant indique qu'après discussion avec le SDIS71, l'étude des flux thermiques n'est pas nécessaire. SOCOTEC a réalisé les nouveaux calculs D9 et D9A.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les calculs D9/D9A actualisés.

Constat 08-04062024-CHY1 : demande de complément : l'exploitant transmettra :

- les résultats du test de débit avec fonctionnement simultané des PIA demandé par le SDIS71 sous 2 mois ;
- l'échéancier de mise en conformité demandé relatif à la solution de rétention et de confinement des eaux d'extinction incendie sous 3 mois ;
- en fonction du test demandé, si nécessaire, les solutions avec échéancier de réalisation de mise en place d'un dispositif permettant de compléter le besoin en eau calculé par la D9.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu.

À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont

maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :

- fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;
- implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.

Constats :

L'exploitant a mis en place la surveillance demandée. Les campagnes d'analyses sont trimestrielles et réalisées par la société ITGA. L'exploitant a transmis les rapports d'analyses pour l'année 2023. Selon les résultats obtenus,

	2023
Station	T1
1- Nord-Est	138 +/-35
2-Est	161 +/-40
3-Sud-Ouest	86 +/-22
4-Ouest	199 +/-50
5- Témoin Bruit de fond	59 +/-15

Les valeurs observées correspondent à un empoussièrement faible (entre 0 et 200 mg/m²/j). On note un empoussièrement plus élevé lors du premier trimestre 2023 et un empoussièrement plus important en limite ouest du site.

L'exploitant poursuit sa surveillance pour l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs d'émergences et niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 5.4 et 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 5.5

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Période de nuit allant de 22h à 7h ainsi que les dimanche et jours fériés
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	60 dB(A)	50 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations du site ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 5.4 dans les zones à émergence réglementée.

Ces zones sont les suivantes :

- * l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- * les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- * l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 5.4

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanche et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

La dernière campagne de mesure a été réalisée :

- le 5 et 6 août 2023 pour l'activité de TERREAL à l'arrêt ;
- 2 et 3 septembre 2023 pour l'activité de TERREAL en fonctionnement normal.

La campagne précédente a été réalisée en 2021. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas jusqu'à

récemment connaissance du suivi annuel. Il s'engage à faire réaliser une nouvelle étude en 2024.

Les résultats indiquent que :

- les émergences sont conformes sur tous les points notamment du fait que les niveaux sonores résiduels sont supérieurs aux niveaux sonores ambiants ;
- les mesures en limites de propriété sont non conformes aux points 2 et 4 sauf en période diurne hors dimanche et jours fériés ainsi qu'au point 1 en période diurne dimanche et nocturne dimanche. Toutefois, les émissions sonores résiduelles (usine à l'arrêt) en limites de propriété sont déjà supérieures aux valeurs limites réglementaires.

Toutefois, il est rappelé que l'exploitant doit rechercher en permanence la réduction du bruit à la source. Certaines portes qui doivent rester fermées étaient ouvertes lors de la visite.

L'inspection invite l'exploitant à réfléchir à la mise en place de solutions pouvant permettre la réduction du bruit (notamment les extracteurs d'air).

Constat 09-04062024-CHY1 : demande de complément : l'exploitant indiquera à son prestataire que la conformité aux émergences doit être présentée en indiquant

$E_m = LA_{eq}(ambiant) - LA_{eq}(résiduel)$, si sur la mesure de bruit résiduel la différence $LA_{eq}-L_{50} < 5dB(A)$;

$E_m = L_{50}(ambiant) - L_{50}(résiduel)$, si sur la mesure de bruit résiduel la différence $LA_{eq}-L_{50} > 5dB(A)$ et non en présentant un niveau sonore réglementaire maximale.

De plus, il est rappelé à l'exploitant que la mesure du bruit résiduel (usine à l'arrêt) doit être reconduit tous les ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois